

Conclusion

Les différentes réflexions menées pendant plusieurs années conduisent toutes aux mêmes conclusions qui peuvent se résumer en 4 idées majeures :

- 1/ quelque soit l'usage considéré, le recours immédiat à des solutions externes (transfert de l'eau du Rhône ou dessalement) représente un coût d'investissement (entre 100 et 150 M€) bien supérieur aux solutions internes. Ce surcoût se retrouve également au niveau du fonctionnement.
- 2/ les économies d'eau et l'exploitation des nouvelles ressources peuvent permettre de dégager annuellement un volume de 10 Mm³ d'eau potable,
- 3/ l'utilisation de la retenue de la Raho à flux tendu représente la solution la plus économique pour fournir annuellement à la population environ 20 Mm³ d'eau potable supplémentaire,
- 4/ la perspective du recours à une solution externe telle que le transfert de l'eau du Rhône apparaît aujourd'hui éloignée mais ne saurait toutefois être définitivement écartée en cas de besoin absolu et sera notamment dépendante du coût de l'énergie.

Le transfert de l'eau du Rhône dans les Pyrénées Orientales n'est donc pas d'actualité à ce jour mais reste une possibilité qu'il convient de ne pas écarter à moyen ou long terme.

Aquadomitia

Pourquoi privilégier l'eau des Pyrénées-Orientales ?

La tenue d'un débat public à Perpignan sur l'aqueduc Aquadomitia peut, à première vue surprendre dans la mesure où ce projet ne prévoit pas de desservir le territoire des Pyrénées-Orientales dans l'immédiat. Cependant, ici, comme partout ailleurs, les acteurs locaux s'interrogent sur les solutions qui devront être mises en œuvre pour pouvoir répondre dans un avenir proche à la satisfaction des usages tout en préservant l'équilibre des milieux aquatiques.

Bien que n'étant pas réglementairement chargés de la gestion des ressources en eau, de nombreux Conseils Généraux se sont saisis de cette question car l'eau est au centre de multiples problématiques et notamment du développement des territoires. « **L'eau c'est la vie** », cette petite phrase simple prend tout son sens quand survient une période de sécheresse, pénalisant l'environnement, l'agriculture et l'activité économique en général, perturbant les habitudes de la population...

Depuis longtemps, le Conseil Général des Pyrénées-Orientales s'intéresse de très près à la gestion des ressources en eau de son territoire, si bien qu'il en est devenu aujourd'hui un acteur majeur incontournable.

C'est donc lui qui a été l'interlocuteur privilégié du Conseil Régional lorsqu'il a fallu se prononcer sur l'opportunité d'apporter, sur le court terme, l'eau du Rhône jusqu'aux Pyrénées Orientales.

Après une période d'études et de réflexions, et notamment la réalisation, en 2010, d'une étude intitulée « Proposition et évaluation de solutions destinées à mobiliser des ressources en eau complémentaires sur le département des Pyrénées-Orientales », il semble aujourd'hui évident de privilégier, sur le court et le moyen terme, l'utilisation des eaux des Pyrénées-Orientales.

Pourquoi ?

Parce que le Département dispose de ressources en eau superficielles et souterraines importantes,

Parce que une gestion concertée et économe de ces ressources locales doit permettre au département d'être autosuffisant jusqu'en 2030 voire au delà,

Parce que la mobilisation des ressources locales est beaucoup moins onéreuse que les solutions externes (eau du Rhône, eau de mer),

Parce que l'eau du Rhône (sans traitement) desservie par Aquadomitia arriverait dans les Pyrénées Orientales à un prix d'environ 50 centimes d'euros/m³ alors qu'elle est aujourd'hui quasi gratuite dans le département,

Parce que ce prix de 50 centimes d'euros n'inclut ni l'amortissement de l'investissement, ni les coûts liés à un traitement éventuel, ni ceux des réseaux secondaires permettant de desservir l'eau aux parcelles agricoles.



1/ Le Département dispose de ressources en eaux superficielles et souterraines importantes :

Le département des Pyrénées-Orientales possède un héritage exceptionnel:

- ➔ **un héritage géographique:** Le département est constitué, pour les 4/5 de son territoire par des montagnes, dont les sommets, pouvant atteindre 3000 mètres, surplombent le bassin sédimentaire de la plaine du Roussillon. Il est également traversé d'Ouest en Est par trois petits fleuves côtiers : l'Agly, la Têt et le Tech.
- ➔ **un héritage géologique:** les formations sableuses localisées sous la plaine du Roussillon (nappes d'eau souterraines de la plaine du Roussillon) et les formations calcaires des Corbières contiennent des réserves importantes (karst des Corbières)
- ➔ **un héritage patrimonial:** constitué de 3000 km de canaux datant pour la plupart du moyen âge, mais aussi de 4 grands ouvrages tournés vers la plaine du Roussillon (dont 3 sont gérés directement par le Conseil Général) permettant de stocker 85 millions de m³ d'eau.

Le département en quelques chiffres :

- ➔ Eau potable : 55 Mm³ pour une population permanente de 450 000 habitants, passant à 900 000 habitants en saison.
- ➔ Prélèvements cumulés des canaux à l'aval du barrage de Vinça : 260 Mm³
- ➔ Retenue des Bouillouses : 17,5 Mm³
- ➔ Retenue de la Raho : 17,5 Mm³
- ➔ Barrage de Vinça : 24,5 Mm³
- ➔ Barrage de l'Agly : 27,5 Mm³
- ➔ **Transfert d'eau du Rhône (aquadomia): 10 à 15 Mm³**
 - un transfert d'eau sur 260 km
 - une canalisation supplémentaire de 97 Km depuis fleury d'Aude
 - un coût d'investissement de 100M€ supplémentaire
 - la fourniture d'eau brute à 0,50 euros/m³ uniquement en fonctionnement

2/ Une gestion concertée et économe des ressources locales devrait permettre au département d'être autosuffisant jusqu'en 2030 voire au delà

En raison du changement climatique amorcé et de l'accroissement futur de la population départementale (entre 100 et 140 000 habitants supplémentaires sont attendus à l'horizon 2030-2040), il semble inéluctable que les besoins en eau potable augmenteront ; les nouveaux besoins sont estimés entre 10 et 15 Mm³ pour 2030.

Cet accroissement doit pouvoir être en partie compensé par la réalisation d'économies d'eau : développement de comportements écocitoyens, amélioration du rendement des réseaux, optimisation des techniques d'irrigation afin d'économiser la ressource superficielle,...

Une autre partie pourra être compensée par la mobilisation de ressources locales encore non totalement exploitées : Karst des Corbières par exemple.

3/ La mobilisation des ressources locales est beaucoup moins onéreuse que la mobilisation des ressources externes (eau du Rhône, eau de mer) :

Pour avoir une vision la plus juste et exhaustive possible, le Conseil Général a engagé des études visant à comparer, sans a priori, les différentes solutions pouvant être mises en œuvre localement sur son territoire.

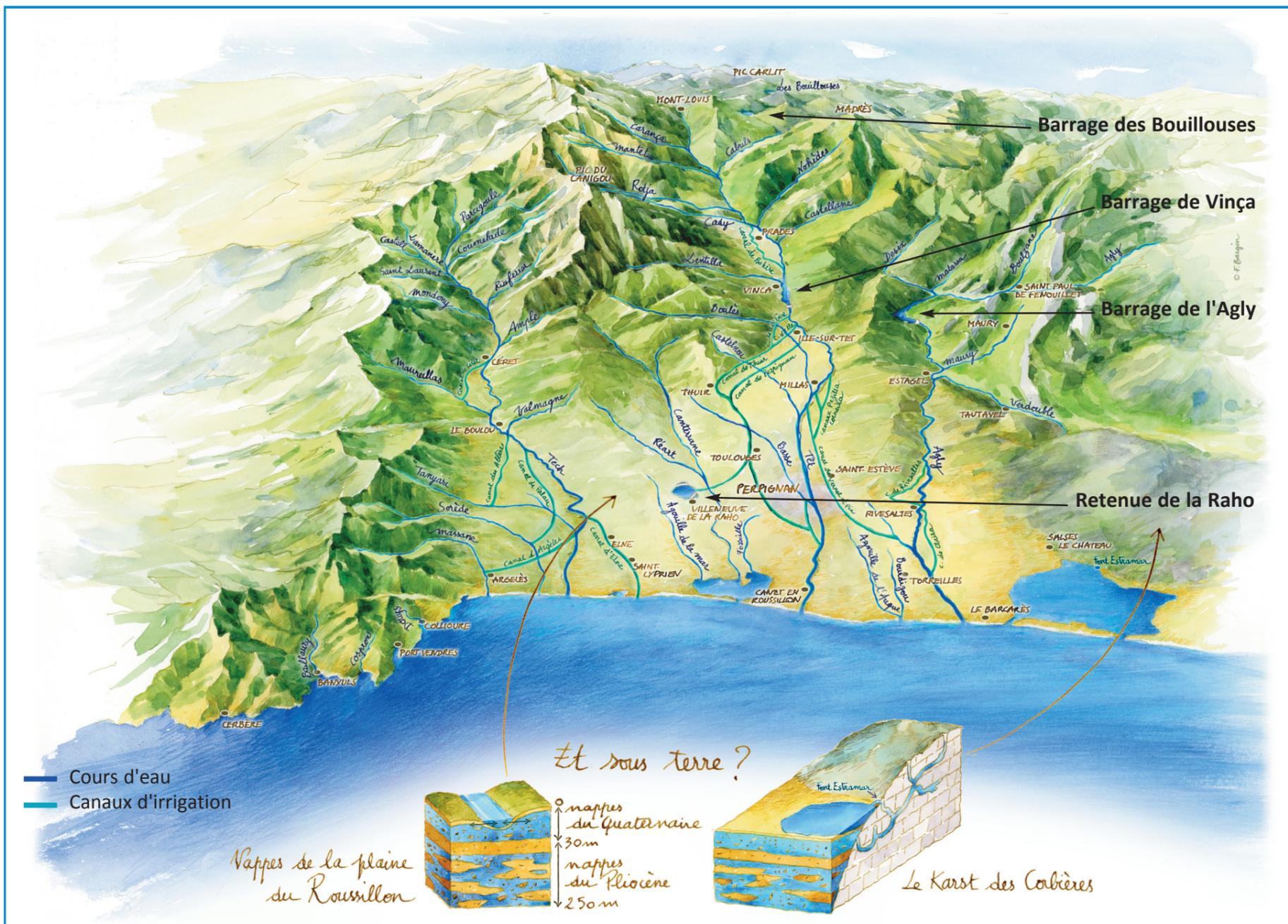
- ➔ **via la mobilisation de ressources externes**
 - Dessalement de l'eau de mer
 - Utilisation d'eau du Rhône via Aquadomia
- ➔ **via la mobilisation de ressources internes**
 - Valorisation des eaux usées traitées pour l'agriculture
 - Construction de nouveaux barrages sur les cours d'eau
 - Construction de nouveaux ouvrages de stockage en plaine
 - Utilisation de la retenue de la Raho comme réservoir de production d'eau potable.

Il ressort de ces études que, quel que soit l'usage considéré, **le recours à des solutions externes (dessalement ou transfert du Rhône) représente un coût d'investissement (entre 100 et 150 M€) bien supérieur aux solutions internes. Ce surcoût se retrouve également au niveau du fonctionnement.**

Parmi les solutions internes, l'utilisation de la retenue de la Raho à flux tendu représente la plus économique pour fournir à la population environ 20 Mm³ d'eau potable par an.

4/ Le coût de 50 centimes d'euros n'inclut qu'une partie des dépenses...

Le coût de l'eau brute livrée par aquadomia a été estimé à 50 centimes d'euros par m³, en sortie de l'adducteur uniquement, ce qui ne correspond qu'à une partie des dépenses de fonctionnement (hors coûts de fonctionnement des réseaux d'adduction) et n'inclut pas, bien évidemment, les coûts d'investissement de l'adducteur et des réseaux.



Retenue de la Raho